



La première pierre de la Métropole du Grand Paris est posée

<http://www.lefigaro.fr/politique/2014/05/21/01002-20140521ARTFIG00211-la-premiere-pierre-de-la-metropole-du-grand-paris-est-posee.php>

Mis à jour le 21/05/2014 à 14:50



Vue aérienne de Paris. Crédits photo : JACQUES DEMARTHON/AFP

Attendu depuis plusieurs semaines, le décret portant sur la mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris est paru mercredi. La métropole attendue pour 2016 risque de naître dans la douleur, la controverse avec les élus de droite devenus majoritaires depuis les municipales, et la concurrence avec l'Île-de-France...

La métropole du Grand Paris¹ était un projet controversé. Elle devient une réalité, mais toujours controversée. Mercredi matin, après plusieurs semaines d'attente, le *Journal Officiel* a publié un décret du premier ministre Manuel Valls², établissant une «mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris» pour la période 2014-2015. C'est la première pierre de cette métropole voulue par la loi de janvier 2014 sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Elle devrait voir le jour entre 2016 et 2018. Son territoire sera celui des départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, avec quelques élargissements possibles aux frontières de ces départements.

Le décret, qui prend effet jeudi, prévoit «la constitution d'un groupement d'intérêt public (GIP) composé à parts égales de l'État et du syndicat mixte Paris Métropole, et présidé alternativement par le préfet de la région d'Île-de-France et le président du syndicat mixte Paris Métropole, sur lequel la mission de préfiguration s'appuie pour son fonctionnement». Ces présidents, en l'occurrence le préfet Jean Daubigny et le maire PS des Lilas Daniel Guiraud, vont proposer «un directeur de la mission de préfiguration». Il s'agit du préfet François Lucas, qui fut au cabinet de Jean-Pierre Chevènement lors de la conception de la loi sur l'intercommunalité de 1999.

Ils s'appuieront dans leurs travaux sur un «Conseil des élus» globalement constitué des maires des communes du territoire, des présidents des conseils généraux, du président du conseil régional, mais aussi de «deux députés désignés par l'Assemblée nationale et de deux sénateurs désignés par le Sénat». Ces derniers doivent être désignés d'ici un mois. Pour le cas spécifique de Paris, la maire PS Anne Hidalgo, participera au «conseil des élus» de la métropole en compagnie de «20 conseillers de Paris représentant proportionnellement les groupes politiques», ainsi que d'un élu pour le conseil général de Paris. Nathalie Kosciusko-Morizet, ex candidate UMP à Paris, a dit son intention de siéger dans ce conseil.

Super région

Une délégation des élus du syndicat mixte Paris métropole devrait être prochainement reçue à Matignon par Manuel Valls. Ces élus demandent à ce que la loi soit revue afin que les intercommunalités, transformées en «conseils de territoires», soient dotées d'un statut juridique «*sui generis*» et d'une «autonomie financière». Président UMP du conseil général des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian est en particulier à la manœuvre sur ce point. Tous espèrent être entendus même si, mardi à l'Assemblée, la ministre de la Décentralisation, Marylise Lebranchu s'est montrée ferme, soulignant que désormais, il allait falloir avancer.

Mais déjà, mercredi, Devedjian dénonçait le décret, le jugeant «illégal» sur plusieurs points... La droite, majoritaire sur la métropole depuis les municipales, et hostile pour une part à cette nouvelle entité territoriale, va continuer à se faire entendre. Candidate UMP aux régionales en Île-de-France, Valérie Pécresse plaide en particulier pour que la métropole couvre l'ensemble de la région. Mardi, elle a dénoncé un «entêtement injustifiable du gouvernement sur la métropole du Grand Paris.»

La possible suppression des conseils généraux risque encore de compliquer la donne... Président PS de la région Île-de-France, Jean-Paul Huchon veut prendre la main sur cette réforme annoncée par l'Élysée et Matignon. Il propose déjà «de créer une nouvelle collectivité: une assemblée unique régionale qui regrouperait l'ensemble des départements». Elle intégrerait les élus et le personnel des départements. Dans *Le Parisien*³, il explique que cette sorte de super région, dotée aujourd'hui d'un budget de 5 milliards d'euros, devrait par la suite «avoisiner les 15 milliards d'euros si l'on y ajoute les budgets des départements». Renforcer la Région, c'est aussi faire face à la concurrence annoncée de la Métropole du Grand Paris...